

Début du procès de militaires pour le massacre de civils en 2006 à Muyinga

@rib News, 14/10/2008 â€“ Source AFPLe procès des assassins présumés d'une trentaine de civils en 2006, dans un camp militaire de la province de Muyinga (est), a débuté mardi devant la cour militaire du Burundi sur les lieux du crime en l'absence du principal accusé, a-t-on appris de sources concordantes. "Le procès des assassins présumés de civils dans le camp militaire de Mukoni (province de Muyinga, à 220 km à l'est de Bujumbura) a débuté ce (mardi) matin devant la cour militaire qui siége sur les lieux mêmes de ce drame", a annoncé le porte-parole de l'armée, le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza.

"Vingt-quatre soldats sont poursuivis dans ce dossier, mais ce procès se tient en l'absence du principal accusé, le colonel Vital Bangirinama, qui a fuit le pays entre-temps", a précisé l'officier burundais. La cour militaire s'était déclarée incompétente en juin, invoquant la présence parmi les 24 soldats accusés de deux hommes mobilisés mais la cour suprême du Burundi avait invalidé cette décision au motif que les deux hommes étaient soldats à l'époque des faits. "Nous espérons cette fois que le procès va aller jusqu'au bout", a déclaré Me Dôo Ndikumana, un des avocats de la défense, joint par téléphone. En juillet 2006, des civils accusés d'être des collaborateurs de la rébellion des Forces nationales de libération (FNL) avaient été arrêtés et emprisonnés dans le camp militaire de Mukoni (est). Trente et un d'entre eux avaient été sommairement exécutés. "Ce procès est une farce. On ne peut pas s'attendre à un procès équitable quand il y a eu intervention au plus haut sommet de l'Etat pour empêcher l'arrestation du principal accusé", a estimé Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh). Le président burundais Pierre Nkurunziza a reconnu à plusieurs reprises s'être opposé à l'arrestation du colonel Bangirinama pour des raisons de sécurité. Depuis 2006 et la signature d'un accord de cessez-le-feu entre Bujumbura et les FNL, dernier groupe rebelle actif du pays, le Burundi tente d'en finir avec une guerre civile débutée en 1993 et qui a fait 300.000 morts.